



PCF Faire vivre et renforcer le PCF : plus que jamais une nécessité face à la politique du capital.

# Rompre avec les stratégies d'effacement du PCF

*Déclaration de responsables d'organisation du PCF et de militants communistes, 23 juin 2012*

L'interminable période électorale s'achève enfin. Sarkozy est certes battu mais la perspective d'une rupture avec les politiques au service du capital s'est encore éloignée, malgré les luttes des dernières années, et une nouvelle étape a été franchie dans l'effacement du PCF.

En fait de changement, Hollande et le gouvernement Ayrault ont promis la poursuite de l'austérité, avec un effort « mieux réparti ». Le niveau de l'abstention aux législatives a traduit un vote par défaut, sans illusions. Les élections à peine passées, une nouvelle hausse écrasante du gaz, un quasi-blocage des salaires, des dizaines de milliers de suppressions d'emploi dans la fonction publique comme dans les grandes entreprises sont annoncées. Une nouvelle étape dans la mise du pays sous la tutelle de l'UE est imminente. La menace d'un plan de super-austérité, au nom de la dette publique et de l'euro, tel que des gouvernements de gauche ou de droite en ont initié dans les autres pays se précise. Suivant les pas de Sarkozy en Libye, Hollande prévoit une guerre en Syrie...

Le système a dangereusement réussi à faire monter l'extrême droite pour dévoyer la colère populaire et l'idée de rupture. Une recomposition politique potentielle alliant droite et extrême droite est en préparation.

Pour nous communistes, ces constats font encore plus apparaître les lourdes conséquences de la stratégie *imposée* par la direction de notre parti. Nous avons dénoncé avec constance le « Front de gauche » comme nouvelle étape du processus de mutation-disparition du Parti, de ses positions révolutionnaires et de son organisation, engagé depuis 20 ans au moins et marqué par le Congrès de Martigues en 2000. Nos analyses sont confirmées.

Le « Front de gauche » a poursuivi l'effacement du PCF, cette fois derrière un politicien socialiste. Le solde de l'opération, pourtant clairement électoraliste, est sévère : réduction à 7 du nombre de députés membres du Parti, dans la suite la perte de la moitié des élus régionaux en 2010. Le vote « Front de gauche » aux législatives, moins de la moitié des voix de la présidentielle, n'arrive pas à masquer la poursuite du recul du vote communiste, en particulier parmi la classe ouvrière. Le rôle de rabatteur pour la social-démocratie et l'UE s'est vérifié, aux yeux de tous après le 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle. Les positions fondamentales de rupture que portent les communistes, contre l'UE, pour les

retraites, pour l'appropriation sociale des moyens de production, etc. n'ont pas été défendues. Le Front de gauche a été impuissant à combattre la démagogie « sociale » du FN, à faire reculer l'abstention populaire. Il a prolongé l'abandon par la direction du PCF de toute action concrète en direction de la partie de classe ouvrière qui connaît la plus grande détresse sociale.

Nous faisons le constat d'un énorme gâchis. Les nombreuses et grandes luttes de ces dernières années, culminant dans le mouvement pour les retraites, ont montré les forces existantes pour commencer à rompre avec les politiques au service du capital.

Renvoyées vers les élections, elles n'y ont pas trouvé de débouché politique. Par défaut, sur fond d'années de reniements de la direction du PCF, particulièrement dans certaines catégories, le Front de gauche a pu représenter une option électorale, un espoir. Mais les postures se sont dégonflées dès les législatives. Nous ne confondons évidemment pas l'aspiration au changement d'électeurs du Front de gauche avec l'opération politique qu'il représente.

Le risque de démobilisation, de résignation politiques est réel.

Une fois de plus, la direction du PCF fuit le débat, refuse de se remettre en cause. La consultation bidon, caricaturale, après les législatives, montre la volonté méprisante de manipuler les communistes.

Nous rappelons que les décisions de constituer le Front de gauche en 2008, de présenter des candidats communs en 2010, de sortir un programme « partagé » ont été prises en dehors des communistes, que le congrès statutaire de 2011 a été annulé.

Après avoir refusé pendant des mois d'être claire sur la participation au gouvernement PS, maintenant que celle-ci est politiquement indéfendable après les législatives, la direction du PCF essaie de reprendre à son compte le large refus des communistes pour valider la poursuite de sa stratégie. Ces procédés sont des signes de défiance vis-à-vis des communistes. Nous ne pouvons pas accepter que l'on continue à paralyser l'action communiste.

L'heure est plus que jamais à préparer la riposte à la politique du nouveau gouvernement. Il ne saurait être question, par delà l'absence de ministres PCF, de s'intégrer dans la majorité présidentielle, de cautionner sa politique en continuant à cultiver l'illusion

.../...

qu'il est possible de la « tirer à gauche ». De même, des positionnements critiques superficiels, gauchistes, un « réformisme radical », tels que Mélenchon les pratique quand cela l'arrange, participent d'une logique d'accompagnement et de duplicité que nous rejetons catégoriquement.

Responsables locaux ou nationaux du Parti, militants communistes, nous appelons nos camarades à forcer le débat sur la poursuite, ou plutôt l'abandon, de la stratégie du « Front de gauche », faussement et scandaleusement associée à celle du « Front populaire ». Nous appelons tout le Parti à engager de grandes campagnes de lutte, à rassembler, sur les positions de ruptures les plus fondamentales.

Nous proposons des actions nationales pour la retraite à 60 ans, avec retour aux 37,5 annuités pour un taux plein et rétablissement intégral du financement solidaire par la cotisation sociale, contre la mise en concurrence du rail et le bradage de l'outil collectif ferroviaire, pour une maîtrise publique et nationale des banques, de l'eau, de l'énergie, pour l'abrogation de la loi Bachelot, pour le retour de La Poste comme établissement public détenteur du monopole public de distribution du courrier, une grande campagne articulante revendications pour la hausse du SMIC et rétablissement d'une échelle mobile, une action contre la 3<sup>ème</sup> phase de la « décentralisation »...

Plus que jamais, une campagne s'impose pour la rupture avec l'UE du capital, ses institutions et son euro. L'opposition de notre parti en 1992 à Maastricht est fondamentale. La crise actuelle le démontre. Nous appelons à reprendre ces analyses et positions de lutte, loin des illusions sur « l'Europe sociale », pour rassembler et rejeter efficacement le nouveau « traité » budgétaire, ce qui passe par remettre en cause Maastricht.

Notre préoccupation majeure reste de contribuer à faire vivre les organisations du PCF indépendamment des compromis électo-

raux et des clubs du Front de gauche, avec comme priorités l'entreprise et la jeunesse, l'objectif de reconstituer des cellules du Parti. Les grandes luttes qui se préparent vont tellement avoir besoin des communistes.

Dans les mois qui viennent, nous entendons proposer l'action et imposer le débat à tous les niveaux dans le Parti, dans la suite des textes alternatifs de congrès que nous avons initiés depuis 2005 : « Remettons le PCF sur les rails de la lutte des classes », « Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps », « Plus que jamais, notre peuple a besoin du PCF ».

Nous mettons à la disposition des communistes, des acteurs des luttes, des outils d'échange et de réflexion, pratiques et théoriques :

- Un nouveau site internet : vivelepcf.fr
- Un site d'information sur le mouvement communiste international, entres autres sur l'activité des partis communistes européens qui refusent l'intégration dans le PGE.
- De nouveaux numéros de notre revue, Cahiers communistes
- Des espaces de débats notamment à la Fête de l'Humanité. Ils diffuseront un manifeste pour expliciter et défendre la raison d'être du PCF aujourd'hui en France contre le capitalisme.

Les dirigeants du PCF qui pensent que « la matrice historique des partis communistes » est dépassée en ont le droit. Qu'ils en tirent les conséquences et laissent le PCF aux communistes! Pour nous, le capitalisme est toujours le système d'exploitation du monde, en tirant des milliards de profits en France. Pour nous, le Parti communiste est toujours le meilleur outil politique révolutionnaire dans la lutte des classes. Sa raison d'être est intacte. Pour nous, la perspective révolutionnaire porte toujours le nom de socialisme.

Camarades, reprenons notre parti, le PCF, en main !

## Premiers signataires chronologiques (responsabilités dans le PCF : CD = Conseil départemental ; CN = Conseil national)

**Premiers signataires** (chronologiques) (responsabilités dans le PCF : CD = Conseil départemental ; CN = Conseil national)

ALI Alain (02 – Saint-Quentin) ; ALI Jeanne (02 – Saint-Quentin) ; AURIOL Stéphane (75 – RATP – ex. CN), BARRE Albert (75 – Paris 15) ; BECOURT Corinne (02 – Saint-Quentin – CD/CN), BELLICHE Karima (02 – Gauchy) ; BERNABE Frédéric (70 – Vesoul – CD/CN – Secr. Fédéral), BERNATETS Jean-Claude (02 – Chauny) ; BERNATETS Monica (02 – Chauny) ; BERTRAND Robert (31 – Verfeil) ; BRANCOURT Jean-Luc (02 – Saint-Quentin) ; CARPENTIER Michel (29 – Brest) ; CARPENTIER Paulette (02 – Saint-Quentin) ; CARRIER Serge (02 – Harly) ; CHANTRELLE Jean (92 – Malakoff) ; CHANTRELLE Laurence (92 – Malakoff) ; CHATAIN Monique (83 – Carqueiranne) ; CHAUVIN Jean-Marc (Etr – Vietnam) ; CLET Franck (38 – Saint-Martin-d'Hères – CD) ; COPIN Joël (62 – Rouvroy) ; CREZEGUT Anthony (75 – Paris 15, CD) ; CRYSSOMALIS Julia (69 – Lyon) ; DANG TRAN Emmanuel (75 – Paris 15 – CD/CN) ; DANG TRAN Jacqueline (35 – Rennes) ; DARGHAM Pierre (92 – Vanves) ; DA SILVA Raphaël (69 – Lyon) ; DEBEAUVAIS Fabienne (80 – Amiens – CN) ; DEFFONTAINE Claude (75 – Paris 16 – CD) ; DEGAUGUE Arlette (62 – Béthune) ; DEGUELDALRE Jean-Michel (02 – Rouvroy) ; DEGUISE Loïc (02 – Saint-Quentin) ; DELVAL Jean-Claude (78 – Mantes) ; DENIS Guy (02 – Saint-Quentin) ; FAINZANG Claude (75 – Paris 19 – CD/CN) ; FERRIER Martine (69 – Lyon) ; FEVRE Thomas (42 – Saint-Etienne) ; FOURNIER Jean-Pierre (03 – Commeny – syndicaliste paysan) ; FRICOUT Serge (24 – Jumilhac – CD) ; GABERT Jean-Jacques (02 – Gauchy) ; GABERT Michèle (02 – Gauchy) ; GAGLIANO Michel (42 – cheminot communiste de Saint-Etienne) ; GARCIA Jacqueline (10 – Romilly) ; GARCIA Tennessee (69 – Vénissieux) ; GARNODIER Luc (69 – Lyon) ; GARNODIER Pierre (69 – Lyon) ; GAWSEWITCH Josette (75 – Paris 15 – CD) ; GERMAIN Roland (70- Plancher-Bas – Maire) ; GUILLON François (75 – Paris 15) ; HERVE Armelie (78 – Mantes – secr. Section- CD) ; JAMELOT Joran (75 – Paris 15 – AP-HP) ; JAMMET Marc (78 – Mantes- CD) ; JAN Aurélien (02 – Saint-Quentin) ; KOLLI Anne-Marie (33 – Arcachon – CD) ; LACAUD Amy (24 – Neuvic) ; LAROSIERE Jean-François (59 – Douai – CD) ; LEROSEY Benoît (02 – Saint-Quentin) ; LIEVIN Fabienne (70 – Vesoul – CD) ; LIEVIN Patrick (70 – Vesoul – CD) ; LUBRINA Antoine ( 03 – Désertines) ; MARION Fabien (13 – Pays d'Aix) ; MARQUES Camille (75 – Paris 14 – CD) ; MATTIA Robin (13 – Pays d'Aix) ; MICHEL David (02 – Gauchy) ; MORAS-CASTRO Esteban (33 – Bordeaux) ; MOREAUX Jeffroy (13 – Marseille) ; MORENON Jean-Pierre (73) ; NEGRI Dominique (38 – Saint-Martin-d'Hères – CD/CN) ; NIEL Guy (94 – Gentilly) ; ODETTI Christiane (81 - Lavaur – Secr. Section – CD) ; OUKAZIZ Moha (81 – Albi) ; PATE Jean-Claude (50 – Valognes) ; PATTE Jean-François (62 – Arras) ; PECH Jérôme (13 – Pays d'Aix) ; PEINTRE Junon (75 – RATP) ; PEPIN Jean-Claude (38 – Saint-Martin-d'Hères) ; PERRIN Michel (87 – Limoges SNCF – ex-Secr. fédé) ; PICARRETTA Savino (38 – Echirolles) ; PLE Christian (83) ; PLE Sabrina (02 – Gauchy) ; PUDEPIECE Jean-Jacques (02- Saint-Quentin) ; RALLIERES Danièle (81 – Bastides – CD) ; RALLIERES (81 – Bastides – secr. Section – CD) ; RICHARD Laurent (38 – Terres froides – secr. section) ; RIO Paul (58 – Guérisny) ; RIOT Sarah (69 – Lyon) ; ROCHE Quentin (69 – Lyon) ; ROLLO Stéphane (38 – Saint-Martin-d'Hères) ; ROQUIN François (38 – Saint-Martin-d'Hères) ; SABATTIER Henri (07 – Sud-Ardèche) ; SANCHI Luigi-Alberto (75 – Paris 19) ; SCHMIDT Jean-Claude (75 – Paris 15) ; SINTEFF Marie-Christine (57) ; SOLET Nicole (75 – Paris 15) ; SURAT Joëlle (91 – Vigneux-sur-Seine) ; TOLLET Gérard (60 – Méru – Universitaire) ; TORNER Emile (75 – Paris 15 – ancien déporté-résistant) ; TOURNAY Alain (83 – Toulon) ; TOURNAY Jean-Luc (02 – Saint-Quentin – Secr. Section) ; TOURNAY Josette (83 – Méounes) ; TOURNAY Olivier (02 – Saint-Quentin – CD) ; WEINMANN Gautier (62 – Leforest) ; YAGHLEKDJIAN Pierre (75 – RATP) ; YATES Russell (77 – Meaux – Secr. Section) ; ZICCHINA Noël (2A – Ajaccio – CD)

## Pour s'associer à cet appel,

NOM: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Qualité: .....

Renvoyer à [cahierscommunistes@orange.fr](mailto:cahierscommunistes@orange.fr) ou Cahiers communistes, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS